



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
13 août 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Comité des droits de l'enfant

### Soixantième session

#### Compte rendu analytique de la 1708<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 5 juin 2012, à 10 heures

*Président:* M. Zermatten

## Sommaire

### Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

*Quatrième rapport périodique de l'Australie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite)*

*Rapport initial de l'Australie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*

*Rapport initial de l'Australie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-43246 (EXT)



\* 1 2 4 3 2 4 6 \*

Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Examen des rapports soumis par les États parties (suite)**

*Quatrième rapport périodique de l'Australie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite) (CRC/C/AUS/4; CRC/C/AUS/Q/4 et Add.1; HRI/CORE/AUS/2007)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation australienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Gastaud** dit que le système de justice pour mineurs de l'État partie comporte deux sujets de préoccupation majeurs longuement débattus lors de la précédente séance, à savoir la discrimination et la coordination. Ce système peut être qualifié de discriminatoire car les délinquants juvéniles sont traités différemment selon l'État fédéré dans lequel ils se trouvent. En outre, leur traitement dépend de l'âge de la responsabilité pénale, variable d'un État fédéré à l'autre. Cette divergence nuit à une coordination efficace. M. Gastaud demande si un délinquant juvénile coupable d'un acte criminel grave comparaît devant un tribunal pour enfants spécialisé ou devant un tribunal normal, et quel type de peine encourt-il. Il souhaite en outre savoir si, en cas de délits mineurs, un mécanisme de médiation peut être une alternative aux procédures judiciaires, et comment est assurée l'entraide judiciaire lorsqu'un jeune délinquant franchit les frontières de l'État fédéré après avoir commis un acte criminel. Il souhaite également connaître les conditions de détention des mineurs, car le Comité a appris qu'ils étaient détenus avec les adultes.
3. **M. Kotrane** note avec regret que le gouvernement n'a pas encore relevé l'âge minimum de la responsabilité pénale fixé à 10 ans, malgré la recommandation formulée par le Comité à cet égard il y a sept ans. En outre, il désapprouve l'opinion du gouvernement selon laquelle il convient de fixer l'âge de la responsabilité pénale à 10 ans car cet âge correspond à l'incidence de l'accès accru à l'éducation et aux technologies de l'information sur la capacité des enfants australiens à mieux distinguer le bien du mal, il est conforme aux attentes de la communauté australienne moderne en matière de responsabilité pénale des enfants, et s'explique par le contexte historique et culturel particulier de la législation et de la société australiennes; M. Kotrane rappelle qu'en vertu de l'Ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, il est inacceptable de fixer l'âge de la responsabilité pénale à un niveau trop bas. Il rappelle également à la délégation l'observation générale n° 10 du Comité qui recommandait de fixer à 12 ans l'âge minimum de la responsabilité pénale.
4. Faisant référence au paragraphe 280 du rapport périodique concernant les jeunes placés en détention, il demande pourquoi les statistiques se rapportent uniquement aux jeunes âgés de 10 à 17 ans, et non à ceux âgés de 10 à 18 ans.
5. **M. Madi**, prenant note des avancées enregistrées dans le domaine de l'immigration, demande pourquoi précisément, la Commission australienne des droits de l'homme reste préoccupée par le nombre de mineurs encore détenus dans des établissements sécurisés. Il souhaite aussi connaître la durée de l'examen d'une demande d'asile, le nombre de demandes soumises au cours des cinq dernières années, le nombre de demandes acceptées et ce qu'il advient en cas de rejet d'une demande.
6. **M<sup>me</sup> Aidoo** déclare qu'il faut louer l'État partie pour les progrès accomplis dans le domaine du développement de la petite enfance. Toutefois, le fait que les nouvelles initiatives adoptées soient généralement axées sur les enfants âgés de 4 ans est un sujet de préoccupation, car le développement cérébral de l'enfant intervient essentiellement avant l'âge de 3 ans. Elle rappelle toute l'importance que revêt le fait d'adopter une approche holistique au développement de la petite enfance et de faire participer les parents à ces

efforts. Notant que la plupart des programmes de développement de la petite enfance sont mis en œuvre dans des institutions privées, elle demande quelles sont les mesures adoptées par l'État partie pour instaurer une éducation universelle de la petite enfance.

7. M<sup>me</sup> Aidoo constate avec regret que malgré sa société multiculturelle, l'État partie n'obtient pas de bons résultats en matière d'enseignement d'une seconde langue. Elle s'enquiert de la situation actuelle concernant les écoles qui enseignent les langues locales, compte tenu du fait qu'elles reçoivent davantage de financements de certains États fédérés. Elle demande des éclaircissements sur la suppression en 2009 de l'enseignement bilingue dispensé aux enfants autochtones et à ceux du détroit de Torres. Elle souligne l'importance que revêt le fait de permettre à ces enfants de prendre confiance en eux et d'acquérir des compétences d'apprentissage dans leur propre langue avant immersion dans la langue principale. Elle aimerait également connaître l'état d'avancement actuel du Plan national d'éducation des autochtones pour la période 2010-2014. Elle note en outre avec intérêt que l'État partie a entrepris des études destinées à recenser les disparités entre les sexes qui touchent les garçons dans les écoles et elle souhaiterait obtenir un complément d'informations sur l'initiative «Réussite pour les garçons».

8. M<sup>me</sup> Nores de García demande comment est structuré le programme d'aide aux familles, qui est habilité à ses prestations, quels sont les critères à remplir pour les percevoir et si ce programme est opérationnel dans tous les États fédérés. Elle souhaite en outre savoir comment le gouvernement prend-il en compte l'intérêt supérieur de l'enfant lorsqu'il rapatrie des enfants réfugiés, en particulier des enfants afghans.

9. M<sup>me</sup> Herczog dit que le fait que des parents qui travaillent puissent à présent bénéficier de dix-huit semaines de congés payés est un progrès, mais que le salaire minimum national ne suffit pas à couvrir les besoins des familles monoparentales ou des ménages qui doivent avoir deux salaires pour assurer leur subsistance. Elle demande si le gouvernement envisage de prolonger la période de dix-huit semaines eu égard à la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconisant l'allaitement maternel des nourrissons pendant six mois. Elle souhaite également savoir comment le gouvernement prévoit-il de compléter le revenu des familles qui ne peuvent subsister avec le salaire minimum national. Elle aimerait savoir combien de pères font usage du congé parental rémunéré, et connaître les éventuelles mesures adoptées par le gouvernement pour encourager les mères comme les pères à le prendre. Elle demande si les parents sont informés des besoins affectifs des nourrissons et si le gouvernement propose une aide adéquate à ceux qui rencontrent des difficultés. Elle se dit préoccupée à l'idée d'enfants de moins de 5 mois qui sont confiés à des crèches au terme des dix-huit semaines du congé parental, et demande des précisions sur la manière dont le gouvernement envisage de répondre à leurs besoins.

10. Le monopole exercé par le secteur privé sur les centres réservés à la petite enfance signifie qu'il est difficile de garantir la qualité des soins qui y sont délivrés. Le Comité se dit également préoccupé par l'importance accordée à la rentabilité qui risque d'amener à négliger la nécessité d'un ratio approprié personnel-enfant et d'une qualification adéquate de ce personnel.

11. M<sup>me</sup> Herczog se dit préoccupée par la surreprésentation des enfants autochtones dans les institutions. Elle demande quelles sont les mesures en place pour améliorer l'évaluation, l'affectation et le contrôle des prestataires de soins et quels types de mécanismes de plainte existent pour traiter de possibles abus. Au vu du grand nombre de mineurs qui, lorsqu'ils quittent les institutions, se trouvent sans emploi, sans domicile ou ont des problèmes de toxicomanie, elle aimerait avoir des informations sur les services de suivi disponibles. Elle s'enquiert également de la fréquence du recours aux techniques de médiation dans les écoles où la violence pose problème.

12. **M<sup>me</sup> Lee** dit que le Comité a traité la question de la toxicomanie dans ses précédentes observations finales mais que peu de progrès semblent avoir été réalisés dans ce domaine. Elle demande si les programmes conçus jusqu'à présent par le gouvernement se sont réellement attaqués aux causes profondes de la toxicomanie. En outre, elle souhaite connaître les raisons des médiocres résultats scolaires des enfants autochtones.

13. **M. Woolcott** (Australie) dit que la nomination d'un nouveau gouvernement entraîne la mise en place de nouvelles politiques, y compris en ce qui concerne les enfants.

14. **M. Manning** (Australie) dit que la législation visant à imposer l'emballage simple des produits du tabac sera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 1<sup>er</sup> décembre 2012 pour la totalité de ces produits. L'initiative de l'emballage simple s'inscrit dans une série de mesures adoptées pour réduire le tabagisme. Les autres mesures incluent la hausse de 25 % des contributions indirectes sur le tabac pour dissuader la population d'acheter des produits du tabac. Une législation a également été adoptée pour interdire la publicité pour ces produits sur l'Internet. Le gouvernement a en outre lancé sa campagne anti-tabac la plus ambitieuse à ce jour, pour sensibiliser le public aux risques sanitaires du tabagisme. Des études ont montré que lorsque ce type de campagnes cible les adultes, les enfants recueillent ensuite les bénéfices d'un environnement sans fumée. Fumer est à présent interdit dans presque tous les espaces publics intérieurs et l'interdiction pourrait s'étendre aux terrains de sport et aux véhicules transportant des enfants.

15. L'industrie du tabac a cherché à circonvenir les mesures de lutte anti-tabac par des initiatives sur les médias sociaux et des pressions au niveau politique. Qui plus est, elle a montré sa résistance à l'initiative de l'emballage simple en entamant des procédures judiciaires à plusieurs reprises. Des demandes d'informations ont également retardé la mise en œuvre de cette initiative.

16. **M. Woolcott** (Australie) dit que le budget national pour la période 2012-2013 sera nettement plus axé sur l'aide publique au développement. Depuis 2007-2008, le gouvernement a augmenté d'environ 60 % les dépenses d'aide publique au développement et il prévoit de les accroître davantage à l'avenir. Le Programme d'aide australien a pour objectif majeur d'aider la population à vaincre la pauvreté, tout en favorisant et en protégeant les droits de l'homme. Il cherche à renforcer les droits des enfants en améliorant leur accès aux soins de santé et à l'éducation et en mettant en œuvre de manière efficace les politiques de protection de l'enfance. On espère que d'ici à 2015-2016, grâce à l'exécution du programme, 10 millions d'enfants seront vaccinés, plus de 8,5 millions de personnes auront accès à l'eau potable et plus de 5 millions disposeront de services d'assainissement de base. Le programme vise en outre à permettre à plus de 20 millions de garçons et de filles d'avoir accès à un enseignement de qualité, grâce à la formation d'un plus grand nombre de professeurs et à la fourniture de matériel pédagogique.

17. **M<sup>me</sup> Pope** (Australie) déclare que, bien que le recours à la détention au sein de la communauté soit devenu plus fréquent, il ne constitue pas une alternative au traitement rapide des demandes d'asile et à l'octroi de visas permanents. Plus de 4 000 personnes, dont presque 1 900 enfants, ont été admis en détention au sein de la communauté. Environ la moitié d'entre elles se sont vu accorder un visa de protection et offrir une aide pour s'établir en permanence en Australie. Priorité est en outre accordée aux demandes soumises par les mineurs et en particulier, les mineurs non accompagnés.

18. S'agissant de la question des entretiens de demandes d'asile, **M<sup>me</sup> Pope** signale qu'un enfant qui demande un visa en tant que membre d'une famille peut être interrogé séparément, en particulier s'il y a des raisons de penser qu'il n'est pas un demandeur consentant. Lorsqu'un enfant est le principal demandeur d'un visa, il est soumis d'office à un entretien. En cas de mineur non accompagné, l'entretien est mené en présence d'un personnel de soutien indépendant, qui apporte à l'enfant un appui physique et

psychologique tout au long de l'entretien. Ces enfants ont également accès à un conseil juridique gratuit et indépendant lors de la procédure de demande de visa.

19. S'agissant des conditions de vie dans les centres de détention communautaire, les mineurs non accompagnés en particulier bénéficient d'une aide et de services spécialisés. Le gouvernement héberge les familles dans des logements totalement équipés, il scolarise les enfants et prend en charge leurs frais d'éducation, comme leurs frais de santé. Toutefois, les adultes placés en détention communautaire ne sont pas autorisés à travailler. Le gouvernement les encourage plutôt à s'impliquer dans des activités alternatives, telles le volontariat dans les écoles, la pratique d'un sport ou l'inscription à des cours de langue anglaise. Les mineurs non accompagnés sont pris en charge 24 heures sur 24 par du personnel spécialisé, et ils ont accès à l'éducation et aux services médicaux et de santé mentale. Quand ils reçoivent leur visa, ils bénéficient d'une aide pour déménager dans un logement approprié. Le gouvernement expérimente actuellement de nouvelles dispositions pour les mineurs non accompagnés plus âgés pour leur permettre d'accéder à un logement durable, à l'éducation et à l'emploi.

20. Le Ministère de l'immigration est le tuteur officiel des mineurs non accompagnés. En pratique, ce tutorat est délégué aux responsables fédéraux et territoriaux de la protection sociale et aux cadres des services d'immigration. Le gouvernement est conscient des problèmes posés par le conflit d'intérêt perçu entre le rôle du ministère en tant que tuteur officiel des mineurs non accompagnés, et son rôle en tant que responsable des questions relatives aux visas et à la détention.

21. **M<sup>me</sup> Maurás Pérez** (Rapporteuse pour l'Australie), notant la priorité accordée aux enfants dans les procédures de demande de visa, et en particulier, aux mineurs non accompagnés, souhaite savoir plus précisément combien de temps prend l'octroi d'un visa de protection en leur faveur.

22. **Le Président** dit qu'il n'a pas saisi de quelle manière le Ministère de l'immigration et de la citoyenneté pouvait être le tuteur officiel des mineurs non accompagnés alors que son ministère n'a pas pour objectif premier la défense des droits de l'enfant. L'État partie devrait envisager de remédier à cette situation.

23. **M<sup>me</sup> Pope** (Australie), en réponse aux préoccupations exprimées concernant le double rôle du Ministère de l'immigration et de la citoyenneté eu égard aux enfants immigrants non accompagnés, dit que le ministère considère la protection de l'enfance comme une responsabilité essentielle, au même titre que le contrôle des frontières, l'ordre public et l'administration de l'immigration. La création du Service de l'enfance et des programmes communautaires en témoigne et le programme de détention communautaire de ce service, renommé et spécifiquement mis en place pour répondre aux besoins des enfants immigrants, a suscité les commentaires positifs de la Commission australienne des droits de l'homme, du Médiateur pour l'immigration et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le conflit d'intérêts perçu est donc démenti par le travail sur le terrain du ministère qui est centré sur les enfants et ne fait en aucun cas l'objet d'un examen constant et approfondi. En outre, de l'avis des experts, le transfert des responsabilités de tutorat du Ministère de l'immigration à un autre ministère ne présenterait pas d'intérêts notables.

24. **M<sup>me</sup> Pope** ne dispose pas de statistiques sur la durée moyenne de la procédure de demande de visa mais elle admet qu'elle pourrait être plus courte, le principal obstacle étant la difficulté de déterminer l'identité des immigrants sans papier. Les autorités assurent toutefois que les enfants ne séjournent dans les centres de détention que le temps absolument nécessaire et qu'ils sont placés dans les installations de détention communautaire dès l'achèvement des procédures d'identification, des évaluations de risques et des contrôles sanitaires et de sécurité requis, ce qui prend généralement moins de trois mois.

25. Le nombre des nouveaux arrivants par voie maritime, globalement équivalent au nombre de demandes de visas enregistrées, a été de 2 726 en 2009, de 6 614 en 2010, de 4 565 en 2011 et de 3 700 pour les cinq premiers mois de 2012. Environ la moitié des demandeurs pour chaque période ont reçu un visa. Les chiffres des arrivants par voie aérienne et de la ventilation entre adultes et enfants ne sont malheureusement pas disponibles.

26. Les personnes handicapées peuvent émigrer et émigrent en Australie où leur contribution sociale et économique est précieuse, mais elles doivent satisfaire à certaines exigences sanitaires prévues par la loi et ce à des fins de protection contre les risques en matière de sécurité et de santé publiques, de limitation des dépenses publiques et pour préserver l'accès aux services très sollicités. Le handicap n'entraîne pas automatiquement l'impossibilité de satisfaire à de telles conditions, bien qu'un visa puisse être refusé si l'officier de l'immigration estime que le demandeur risque de nécessiter des soins médicaux importants et d'engendrer des frais pour la communauté. Toutefois, une décision négative peut être levée dans certaines circonstances, en particulier pour des raisons humanitaires flagrantes.

27. **M. Cardona Llorens** dit que la décision de refuser à un médecin allemand l'autorisation de résider en permanence en Australie parce que son fils souffrait du syndrome de Down est difficile à admettre car il n'y avait là aucun risque sanitaire. De son point de vue, ce refus constitue une discrimination.

28. **M<sup>me</sup> Pope** (Australie) dit que malheureusement, l'absence d'informations disponibles l'empêche de s'exprimer sur ce cas.

29. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit que le gouvernement alloue une aide financière substantielle aux familles qui ont des enfants par le biais des allocations familiales, système de sécurité sociale diversifié mais ciblé, qui associe la prise en compte des ressources à un système très progressif d'imposition directe. Les prestations récemment mises en place incluent le congé parental rémunéré, le soutien accru aux familles qui ont des adolescents scolarisés, et l'aide pour frais de garde d'enfants. Pour les personnes à faible revenu, ces prestations sont complétées par des réductions sur les frais de santé, les frais de transport et les services essentiels, et par des allocations au logement. En outre, tous les citoyens bénéficient d'un système de santé universel largement subventionné, de la gratuité de l'enseignement, de congés maladie rémunérés et d'un salaire minimum élevé.

30. Actuellement, environ deux millions de familles bénéficient d'exonérations fiscales familiales pour les aider à subvenir aux frais d'éducation des enfants. En 2013, plus d'un million de familles recevront également la nouvelle «Prime écolier» d'un montant annuel de 410 dollars australiens (\$) pour chaque enfant scolarisé en primaire et de 820 \$A pour chaque enfant scolarisé dans le secondaire. D'autres prestations seront mises en place en 2013, notamment le plan «Avenir énergétique propre – Aide aux ménages» conçu pour atténuer les hausses du coût de la vie liées à l'introduction d'une tarification du carbone, et le «Complément destiné aux familles disposant d'une seule source de revenus», offrant des dégrèvements fiscaux pouvant atteindre 300 \$A par an. En outre, une réforme structurelle majeure du système fiscal, qui sera mise en œuvre en juillet 2012, réduira la charge fiscale pour tous les contribuables dont le revenu annuel est inférieur à 80 000 \$A (soit environ 60 % des contribuables) et élèvera le seuil de l'exonération fiscale à 18 200 \$A.

31. **M. Ayres** (Australie) déclare qu'un programme d'aide global et financé de manière adéquate est proposé à toutes les personnes sans emploi par le biais du réseau national des services pour l'emploi, *Job Services Australia*, disponibles sur tout le territoire dans environ 2 000 sites. Les jeunes demandeurs d'emploi font l'objet d'une attention particulière et des services ont été créés à l'intention des groupes en grande difficulté tels les jeunes parents chômeurs vivant dans les communautés défavorisées. Le récent budget a

également affecté 225 millions de \$A pour quatre ans au programme d'aide à l'éducation des enfants, à la formation, à l'éducation et à l'emploi, destiné essentiellement à aider les parents célibataires à subvenir aux frais d'entretien des enfants, et à avoir accès à l'éducation et à la formation pour être en mesure d'entrer sur le marché du travail lorsque leurs enfants seront plus grands et plus autonomes.

32. **M<sup>me</sup> Wijemanne** (Rapporteuse pour l'Australie), s'agissant de la question de la santé mentale de l'enfant, dit que, au vu des informations alarmantes faisant état de cas d'incompétence et d'usage excessif de médicaments psychotropes chez des enfants âgés de seulement 4 ans qui ont été diagnostiqués comme hyperactifs et souffrant de troubles de l'attention, elle aimerait savoir si les effets de ce type de médicaments ont été correctement analysés, si leur usage a été surveillé de manière adéquate et si les thérapies comportementales ont été proposées comme alternative. Elle souhaite également avoir des informations sur les services de conseil et de permanences téléphoniques destinés aux jeunes souffrant de troubles psychologiques, notamment d'ordre suicidaire, sur les mesures adoptées pour garantir que les enfants particulièrement vulnérables puissent y avoir accès, comme des données détaillées sur les services de conseils, d'éducation sexuelle et d'éducation à la santé procréative destinés aux jeunes, sur les programmes visant à les aider à éviter la toxicomanie ou à en sortir, et sur les éventuels programmes de scolarisation non formels, les programmes élémentaires d'initiation au calcul et d'alphabétisation notamment, élaborés pour les jeunes en situation de décrochage scolaire pour lesquels la réinsertion dans le système éducatif normal n'est pas envisageable. Relevant enfin que, dans une enquête récente, deux tiers des filles affirmaient avoir été victimes d'une forme quelconque de brimades et environ 20 % avoir subi un harcèlement en ligne, elle demande si les brimades sont perçues comme un problème social majeur et dans l'affirmative, comment est-il traité.

33. **M. Manning** (Australie), s'agissant de la question des châtimements corporels, dit que bien qu'«une punition raisonnable» infligée par un parent soit légale en Australie, les châtimements corporels sont interdits par la loi ou la police dans tous les établissements du secteur public, notamment les écoles, les structures d'accueil pour enfants et les institutions pour mineurs délinquants; le gouvernement n'encourage en rien leur pratique. Bien que dans un petit nombre d'États, les châtimements corporels ne soient pas expressément interdits dans les écoles privées, le gouvernement sait qu'ils ne sont encore pratiqués que dans deux d'entre elles.

34. À quel stade la punition raisonnable devient-elle violence, compte tenu de la capacité de raisonnement de l'enfant, de la méthode de sanction employée et du préjudice causé, reste une question prêtant à controverses. Toutefois, une étude menée au Queensland en 2008 et portant sur 200 cas de violences faites aux enfants, a montré qu'invoquer la «punition raisonnable» ne servait pas d'échappatoire aux poursuites et une étude semblable effectuée en Nouvelle-Galles du Sud en 2010 est parvenue aux mêmes conclusions. En outre, la définition de la «punition raisonnable» est restrictive et tout écart donne lieu à une enquête des services de protection de l'enfance et à des poursuites judiciaires.

35. **M<sup>me</sup> Maurás Pérez** dit que, bien que la justification fournie à l'absence d'interdiction absolue des châtimements corporels puisse sembler raisonnable, le taux relativement élevé de violence exercé à l'encontre des femmes en Australie permet de supposer qu'il existe un lien entre l'acceptation (même avec des réserves) des châtimements corporels infligés aux enfants, et une plus forte incidence de la violence familiale chez les adultes. M<sup>me</sup> Mauras Pérez invite l'État partie à réfléchir à cette relation et à la manière dont une position plus ferme à l'égard des châtimements corporels pourrait contribuer à réduire la violence en général.

36. Elle invite également la délégation à préciser la relation entre le Plan national de réduction de la violence à l'égard des femmes et de leurs enfants, examiné lors d'une

précédente séance, et le Cadre national de protection des enfants australiens. Elle souhaite aussi savoir si l'ancien plan incluait des mesures pour faire face aux situations dans lesquelles les femmes ne sont pas en mesure de protéger leurs enfants contre la violence, ou en sont elles-mêmes les auteurs.

37. **M. Manning** (Australie) dit que des programmes constructifs d'aide à la parentalité sont activement encouragés et qu'ils constituent un outil important pour protéger les enfants des châtimens corporels. Des services d'assistance téléphonique sont également disponibles.

38. **M. Ayres** (Australie) signale que les programmes éducatifs conçus pour faire mieux connaître aux parents le développement de la petite enfance et les incidences de la violence, sont dirigés par le Conseil ministériel pour l'éducation, le développement de la petite enfance et la jeunesse, et que les programmes anti-brimades dans les écoles encouragent les enfants à parler et à agir s'ils sont concernés chez eux par la violence.

39. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit que les deux programmes mentionnés par M<sup>me</sup> Maurás Pérez sont complémentaires dans la mesure où la violence familiale est reconnue comme un facteur majeur de maltraitance et de négligence à l'encontre d'enfants et qu'un dialogue accru avec les femmes victimes de violence pourrait contribuer à réduire les souffrances similaires chez les enfants.

40. **M. Ayres** (Australie), s'agissant de la question des enfants handicapés et de leur éducation, dit que les États, les territoires et les services d'éducation ont des procédures d'éligibilité, d'évaluation et d'identification différentes et qu'il n'y a pas d'approche nationale uniforme. Toutefois, comme les chiffres dans l'ensemble du pays indiquent que 4,4 % des écoles australiennes sont des établissements spécialisés et que 8,8 % des écoliers se reconnaissent eux-mêmes, ou sont considérés, comme atteints d'un type de handicap, on peut présumer, en l'absence de statistiques précises, qu'une part importante des enfants handicapés fréquentent les écoles ordinaires. En outre, le programme national d'éducation s'applique à tous les enfants, handicapés ou non, bien que sa mise en œuvre puisse être adaptée aux situations et aux capacités individuelles, auquel cas il existe diverses sources de financement.

41. Dans le cadre d'une réforme nationale élargie du financement et de l'aide aux personnes handicapées en général, les normes relatives au handicap dans le domaine de l'éducation ont récemment été profondément révisées en vue d'améliorer l'uniformité et l'équité des services, et le rapport qui en résulte est actuellement devant le Parlement.

42. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit que le Conseil des Gouvernements australiens a établi un plan décennal pour réformer le système de soins et d'appui aux personnes handicapées, en mettant l'accent sur les principaux objectifs suivants: des communautés inclusives et accessibles; une protection des droits par le biais de la législation et de la justice; la sécurité économique; un soutien personnel et communautaire; l'apprentissage et l'acquisition de compétences, la santé et le bien-être. L'initiative «Un meilleur départ pour les enfants handicapés» octroie jusqu'à 12 000 \$A d'aide à l'intervention précoce concernant les enfants atteints de paralysie cérébrale, du syndrome de Down, du syndrome de l'X fragile et aux enfants malentendants et malvoyants; un programme similaire est également mis en place pour les enfants autistes. Les réformes incluront également la création d'un système national d'assurance invalidité pour répondre aux besoins de chaque individu. Ce système bénéficiera à 10 000 personnes à la mi-2013 et à 20 000 en 2014.

43. **M. Cardona Llorens** estime plutôt élevé le pourcentage cité de 8,8 % d'élèves handicapés. Il demande si certains de ces enfants ne nécessitent pas simplement des besoins éducatifs spéciaux sans pour autant être handicapés. Il souhaite savoir combien d'enfants fréquentent les 415 établissements spécialisés du pays, et combien d'enfants handicapés fréquentent les écoles ordinaires. Parmi ceux-ci, il demande combien sont inscrits dans les



classes spécialisées des écoles ordinaires. Les observations de la délégation concernant l'instauration d'un processus normalisé pour décider du type d'établissement dans lequel un enfant handicapé doit être inscrit ne sont pas conformes à l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en vertu duquel les enfants handicapés ne devraient pas être exclus du système général d'enseignement en raison de leur handicap. Il demande si le gouvernement envisage de modifier son point de vue sur la question.

44. **M. Ayres** (Australie) dit que depuis 2009, le Bureau australien de statistiques s'emploie à améliorer ses enquêtes pour obtenir des données ventilées sur les personnes handicapées, bien que des améliorations soient toujours possibles. La politique nationale globale en place consiste à encourager si possible l'intégration des enfants handicapés dans le système d'enseignement ordinaire et en général, ces enfants fréquentent davantage les écoles ordinaires que les établissements spécialisés.

45. **M. Woolcott** (Australie) dit que le programme d'aide australien a élaboré la stratégie «Développement pour tous: pour un programme d'aide australien ouvert aux personnes handicapées 2009-2014», pour permettre à ces personnes de bénéficier des programmes de développement du gouvernement.

46. **M. Manning** (Australie) déclare que le gouvernement reconnaît le droit des personnes handicapées de conserver leur fertilité et que la stérilisation de mineurs handicapés n'est autorisée qu'en dernier ressort, après avoir dûment pris en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. Les stérilisations de mineurs peuvent être effectuées avec le consentement des parents uniquement suite à un processus chirurgical destiné à traiter une maladie; tout autre cas exige une autorisation judiciaire. Le gouvernement est conscient des inquiétudes que la question soulève et il continue à œuvrer avec les gouvernements des États et des territoires pour améliorer les lois et les pratiques y relatives. Bien que partielles, les données disponibles indiquent que le nombre de stérilisations de ce type est très faible. La Commission australienne des droits de l'homme cherche encore à s'informer auprès des divers tribunaux et juridictions.

*La séance est suspendue à 11 h 40; elle est reprise à 11 h 50.*

47. **M. Ayres** (Australie) dit que l'Autorité australienne chargée de l'élaboration des programmes, de l'évaluation et de l'établissement de rapports (*Australian Curriculum, assessment and Reporting Authority*) a publié une évaluation du Programme national pour la santé et l'éducation physique. S'agissant de la santé des enfants, divers programmes d'aide sont disponibles, tel un programme pilote d'aide aux personnels spécialisés dans la prise en charge d'enfants pour identifier les signes précoces des troubles de santé mentale chez les jeunes enfants. Un ensemble complet de stratégies est en place pour assurer aux enfants de tous âges la santé, l'éducation et le bien-être, notamment la Stratégie nationale de développement de la petite enfance qui concerne les enfants depuis la naissance jusqu'à 8 ans, et la Déclaration de Melbourne sur les objectifs éducatifs pour les jeunes australiens d'âge scolaire. Toutes les écoles disposent de services de conseils, notamment sur les questions de santé sexuelle et de prévention du suicide.

48. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit que le gouvernement élabore une feuille de route décennale pour la santé mentale et qu'il a créé la Commission nationale de la santé mentale pour en contrôler la mise œuvre et en faire rapport à la communauté. En 2011, au total 4 millions de \$A ont été alloués à l'initiative relative à la santé mentale *KidsMatter* destinée aux élèves du primaire, et 6 millions de \$A à l'initiative *MindMatters* pour les élèves du secondaire. La Fondation nationale pour la santé mentale *Headspace* a bénéficié d'un financement de 200 millions de \$A au cours des cinq dernières années et vise à créer 90 centres dans tout le pays d'ici à 2015. Plus de 96 % des adolescents qui ont eu recours aux services de *Headspace* les ont jugés utiles. Il existe également toute une gamme de

services d'intervention et de prévention précoce des psychoses, des services de soutien à la santé mentale dans la famille, et de meilleurs services de prévention du suicide.

49. **M<sup>me</sup> Davie** (Australie) dit que, pour encourager l'alimentation maternelle, le gouvernement a signé un accord avec les fabricants de substituts au lait maternel en vertu duquel l'utilisation de ces produits n'est pas encouragée dans le système de santé. En 2011, la loi sur la discrimination entre les sexes a été modifiée pour inclure l'alimentation maternelle comme un motif illégal de discrimination au travail et dans les espaces publics.

50. **M. Ayres** (Australie) déclare que le gouvernement est conscient de l'importance que revêt le fait de sensibiliser les enfants aux maladies sexuellement transmissibles et à leur prévention. Divers programmes et initiatives sont mis en œuvre à cet effet, en particulier au niveau de l'État et des territoires.

51. **Le Président** demande à la délégation de fournir des informations sur l'usage des drogues et de l'alcool chez les enfants et les adolescents.

52. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit que l'initiative «Un avenir meilleur dans le Territoire du Nord» est un programme communautaire à long terme qui accorde une attention particulière à un meilleur encadrement de la consommation des boissons alcoolisées. Des efforts similaires ont été accomplis en Australie centrale pour lutter contre la pratique de l'inhalation de l'essence.

53. **M. Woolcott** (Australie) dit que la Campagne nationale contre la drogue vise à réduire les motivations qui incitent les jeunes à la toxicomanie en les informant de ses incidences négatives. La campagne met actuellement l'accent sur l'ecstasy, compte tenu de sa popularité chez les 15-21 ans.

54. **M. Ayres** (Australie) signale que l'éducation et le développement de la petite enfance au niveau national sont à présent associés, conformément aux recommandations de l'Organisation de développement et de coopération économiques. Bien que le gouvernement encourage fortement l'accès universel à l'enseignement préscolaire durant l'année qui précède l'entrée au primaire, il ne s'agit pas là de sa seule priorité, et ces efforts ne représentent en fait qu'un faible pourcentage des dépenses publiques totales allouées à la prise en charge et à l'éducation de la petite enfance.

55. Le Plan national d'action pour l'éducation des populations autochtones est une stratégie globale et détaillée actuellement mise en œuvre pour améliorer les résultats des élèves autochtones, notamment en recensant les écoles à forte population autochtone, de manière à mieux répondre aux besoins de ces élèves. Le Gouvernement du Territoire du Nord étudie actuellement la pratique consistant à assurer les cours en anglais quatre heures par jour. L'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement dans ce Territoire sont des questions hautement prioritaires pour le gouvernement, comme en témoigne l'investissement de 3,5 millions de \$A sur dix ans qu'il a consacré à l'initiative «Un avenir meilleur dans le Territoire du Nord». Les taux de scolarisation dans l'enseignement préscolaire se sont améliorés, l'objectif étant d'atteindre une scolarisation de 95 % d'ici à 2013. Divers programmes communautaires destinés à encourager la scolarisation ont obtenu des résultats positifs et des ressources continueront d'être allouées à ce type d'initiatives.

56. **Le Président** souhaite savoir s'il existe des mécanismes de résolution des conflits par les pairs pour traiter les brimades à l'école.

57. **M. Ayres** (Australie) dit qu'une initiative intitulée «Halte aux brimades!» a été mise en œuvre pour informer élèves, parents et enseignants des services de soutien disponibles via l'Internet, les réseaux sociaux et les applications de téléphones intelligents, avec pour priorité l'intervention précoce et la réconciliation. Dans le cadre de cette initiative, la Journée nationale d'action contre les brimades et la violence a été célébrée le 16 mars.

58. **M<sup>me</sup> Herczog** demande comment le gouvernement s'attaque aux causes profondes des brimades et de quelle manière leurs auteurs sont traités, compte tenu du fait qu'il s'agit souvent de jeunes perturbés, eux-mêmes victimes de violence. Elle demande s'il peut exister un lien entre brimades et châtiments corporels.

59. **M. Ayres** (Australie) dit qu'à sa connaissance, aucune donnée n'indique une plus forte incidence des brimades dans les écoles qui pratiquent les châtiments corporels. La campagne «Halte aux brimades!» vise à inculquer le respect des autres, en enseignant aux enfants que la violence n'est pas une bonne manière de résoudre les conflits, et en rappelant aux enseignants et aux parents leur devoir d'exemplarité pour s'abstenir de comportements abusifs.

60. Les enseignants et les conseillers scolaires ne se contentent pas de réprimander les auteurs de brimades; leur formation leur permet d'identifier les signes potentiels d'un problème plus important. Le dispositif de traitement des brimades offre toute une gamme de solutions adaptées à la situation dans chaque cas individuel, en privilégiant la réconciliation et la justice réparatrice.

61. **M. Manning** (Australie) dit que l'âge de la responsabilité pénale est de 10 ans dans toutes les juridictions, bien que toutes appliquent une clause de présomption réfutable en vertu de laquelle il incombe à l'accusation de démontrer qu'un enfant comprenait la gravité de ses actes au moment du délit. Ainsi, les enfants âgés de 10 à 14 ans ne sont pas automatiquement considérés comme pénalement responsables. Bien que cela fasse l'objet de divers débats académiques, il a été jugé que de nos jours, les enfants ont peut-être davantage d'expérience et sont mieux à même d'évaluer les conséquences de leurs actes, et qu'il est donc raisonnable de maintenir l'âge actuel de la responsabilité pénale. L'extradition d'une juridiction à une autre est possible. Bien qu'il y ait des tribunaux pour enfants dans chaque territoire juridictionnel, les poursuites pénales et la détention ne sont exercées qu'en dernier ressort; la réinsertion et les travaux d'intérêt général sont privilégiés, en particulier pour les délits mineurs.

62. **M<sup>me</sup> McKenzie** (Australie) dit qu'il a été reconnu que les délinquants juvéniles échappaient souvent au système de protection de l'enfance. Pour résoudre ce problème, des normes sont élaborées, en coopération avec les enfants, pour réglementer un système de protection de remplacement. Des programmes seront mis en œuvre dans l'année à venir pour aider les mineurs ainsi pris en charge à devenir autonomes, par le biais de l'éducation ou de l'emploi.

63. **M. Manning** (Australie) dit que tous les États et territoires australiens disposent de tribunaux pour enfants et de lieux de détention distincts de ceux des adultes. Les jeunes délinquants sont détenus séparément des adultes au moins jusqu'à l'âge de 18 ans, sauf au Queensland, où la ségrégation peut s'achever dès 17 ans. Ils peuvent être transférés à 18 ans vers un centre pour adultes, mais il est plus fréquent d'attendre qu'ils aient 21 ans. Dans de rares circonstances, les adolescents de 16 à 18 ans peuvent être placés dans un centre de détention pour adultes si leur comportement présente un risque pour les autres détenus, mais ils y sont néanmoins séparés des détenus adultes. Une enquête menée par la Commission des droits de l'homme du Territoire de la capitale australienne sur les conditions existant dans l'établissement pour mineurs de Canberra a conduit à adapter quelque peu le système.

64. **Le Président** demande si un enfant de 13 ans jugé pénalement responsable d'une grave infraction peut être privé de liberté.

65. **M. Manning** (Australie) dit que si, après application de la clause de présomption réfutable, un enfant âgé de 10 à 14 ans est tenu pour pénalement responsable, poursuivi et jugé coupable, il peut être emprisonné.

*Rapport initial de l'Australie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/AUS/1; CRC/C/OPSC/AUS/Q/1 et Add.1)*

66. **M. Guráň** (Rapporteur pour l'Australie pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) demande si le Protocole facultatif figure dans les programmes scolaires, au même degré que la Convention, quel est le type de formation dispensée aux personnes qui travaillent avec des enfants, et quels sont les progrès obtenus en matière de sensibilisation des victimes et des groupes vulnérables. Soulignant le manque de données au niveau fédéral, il demande quelles sont les mesures prises pour fusionner les données nationales et territoriales, de manière à faciliter les comparaisons. Il souhaite savoir si la stratégie australienne de lutte contre la traite des personnes englobe toutes les formes et toutes les victimes de traite. Il se dit préoccupé par la diversité des législations dans les États et les territoires, et demande si les enfants livrés à la prostitution sont considérés comme des victimes ou comme des délinquants. Puisque l'Australie considère que la traite des personnes est liée à l'esclavage, il demande si la définition de l'esclavage s'applique à toutes les formes de traite, y compris le trafic d'organes. Il souhaite obtenir une actualisation de la situation concernant la violence sexuelle dans les communautés autochtones, et des informations sur les stratégies et les normes relatives au service destiné aux victimes dans les régions éloignées. Existe-t-il une ligne d'assistance téléphonique pour les enfants victimes? Il loue l'État partie pour ses avancées dans le domaine du tourisme sexuel, surtout en matière de prévention et de pénalisation, et demande quelles sont les mesures adoptées pour traiter la question du tourisme sexuel sur le territoire australien.

67. **M. Kotrane**, notant que l'âge du consentement sexuel est de 16 ans, demande si les mineurs de 16 à 18 ans peuvent se livrer à la prostitution et à la pornographie et si, ayant atteint l'âge du consentement sexuel, ils ne sont plus protégés par la loi. Il souhaite obtenir davantage d'informations sur la définition par l'État partie de la vente d'enfants, en particulier savoir si le fait de contraindre un enfant au travail forcé et de faciliter l'adoption illégale entre dans le cadre de ce délit, et sur l'incrimination de la possession des divers types de matériel pornographique. Des précisions sur l'exercice de la compétence extraterritoriale de l'État partie seraient utiles. Il approuve les Réglementations de 2006 relatives à l'extradition qui sont fondées sur le Protocole facultatif, et demande si elles ont été appliquées à des cas spécifiques.

68. **M. Koompraphant** demande si la possession de matériel pédopornographique est un délit dans l'État partie; comment les autorités recensent-elles les enfants victimes des infractions couvertes par le Protocole facultatif; si des mesures spécifiques sont adoptées eu égard aux enfants particulièrement vulnérables, notamment en cas de fugues, aux enfants des rues et aux enfants sans abri; quels dispositifs adopte-t-on pour protéger les enfants autochtones de l'exploitation sexuelle et aider les enfants autochtones victimes; quelles sont les mesures prises lorsqu'un enfant victime n'est pas en mesure de témoigner, et pour réinsérer les enfants victimes ou vulnérables dans leurs familles.

69. **M. Madi** approuve la panoplie de procédures, législations et formations destinées à combattre le tourisme sexuel, mais il demande si les condamnations pour des délits commis à l'étranger incluent une indemnisation des victimes étrangères.

70. **M<sup>me</sup> Wijemanne** demande quelles sont les éventuelles mesures adoptées pour s'attaquer au phénomène de plus en plus fréquent de la sollicitation en ligne d'enfants à des fins sexuelles et, compte tenu du fait que le matériel pédopornographique disponible dans l'État partie est en majorité importé, quelles sont les mesures adoptées pour empêcher cette importation. Elle félicite l'État partie pour son abondante législation sur le tourisme sexuel

et la poursuite judiciaire active des touristes pédophiles et demande de quelle manière ces délinquants ou délinquants potentiels sont-ils surveillés.

71. **M<sup>me</sup> Sandberg** loue l'État partie pour le niveau de son aide publique au développement et demande si l'adoption de mesures pour éliminer les délits visés par le Protocole facultatif conditionne l'octroi de l'aide australienne au développement.

72. **M<sup>me</sup> Nores de García**, citant les cas constatés dans les communautés autochtones, de petites filles âgées de seulement 5 ans et atteintes de maladies sexuellement transmissibles, demande ce qui est fait pour combattre la violence sexuelle dans ces communautés. Elle demande également quel serait le coût de la suppression des frais d'enregistrement des naissances.

*Rapport initial de l'Australie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (CRC/C/OPAC/AUS/1; CRC/C/OPAC/AUS/Q/1 et Add.1)*

73. **M. Pollar** (Rapporteur pour l'Australie pour le Protocole concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) demande si des enfants ont été consultés lors de l'élaboration du rapport. Nonobstant les récents amendements au Code pénal du Commonwealth, il demande si la participation aux hostilités de mineurs de moins de 18 ans est clairement pénalisée, et si les dispositions interdisant leur enrôlement par les forces armées s'appliquent en temps de paix comme en temps de guerre. Il souhaite avoir des précisions sur les procédures de recrutement et sur la quantité d'informations communiquées aux recrues potentielles et à leurs parents. Il aimerait obtenir des explications sur le fait que les Instructions de la défense ne prévoient d'interdire aux mineurs de participer aux hostilités que dans la mesure où cette interdiction n'a pas d'incidence négative sur la conduite des opérations. Le Comité a été informé de la présence de mineurs pendant les opérations des forces de défense australiennes au Timor oriental. En conséquence, il demande comment l'État partie définit-il «la participation directe», et il souhaite obtenir des données sur le déploiement de mineurs depuis 2009. Il demande si le gouvernement envisage de réviser sa législation et ses politiques concernant le déploiement de mineurs pour qu'elles soient pleinement conformes à l'article 1 du Protocole facultatif. Enfin, mentionnant le paragraphe 30 du rapport, il souhaite connaître la position de l'État partie sur le recrutement forcé, eu égard à l'article 2 du Protocole facultatif.

*La séance est levée à 13 heures.*